

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A-286 DU 8 DÉCEMBRE 2015

MODIFIANT LES ANNEXES I ET V

NOR : ASET1650056M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME ;

L'UPA,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 6 de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947 ainsi que l'annexe V à ladite convention sont modifiés comme suit :

Article 6 de l'annexe I

Les 1^{er} et 2^e paragraphes restent inchangés.

Dans le 3^e paragraphe, *a*, intitulé « Date d'effet de l'allocation », le 2^e alinéa est désormais libellé comme suit :

« La liquidation des droits, si elle est demandée à partir de l'âge visé au 1^{er} alinéa du présent article, doit être opérée sur l'ensemble des droits constitués sur les tranches B et C (s'il y a lieu) à la même échéance.

La liquidation au titre de la tranche C, demandée avant cet âge, est subordonnée à celle des droits en tranche B. L'allocation est calculée sur la tranche C par application d'un coefficient tenant compte de la situation du participant. Ce coefficient correspond à l'application des coefficients d'anticipation visés au 1^{er} paragraphe du présent article sur les droits du participant constitués sur la tranche C jusqu'au 31 décembre 2015 et des dispositions de l'annexe V à la présente convention et

du 1^{er} paragraphe du présent article pour les droits constitués sur la même tranche depuis le 1^{er} janvier 2016. »

Le reste de l'article est inchangé.

Annexe V

Le titre de l'annexe V est désormais le suivant :

« Application par le régime AGIRC de l'accord du 30 octobre 2015 relatif aux retraites complémentaires AGIRC-ARRCO-AGFF ».

Le préambule est désormais libellé comme suit :

« Cette annexe n'est pas applicable aux droits constitués jusqu'au 31 décembre 2015 sur la tranche C des rémunérations et à l'ensemble des droits résultant des engagements contenus dans l'accord du 24 mars 1988. »

Le reste de l'article est inchangé.

Fait à Paris, le 8 décembre 2015.

(Suivent les signatures.)